

Renseignements généraux	
Nom de l'initiative horizontale	La <i>Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018</i>
Nom du ou des ministères responsables	Patrimoine canadien
Organisations fédérales partenaires	Santé Canada, Justice Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Conseil national de recherches Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Conseil des Arts du Canada, Emploi et Développement Social Canada, Industrie Canada, Initiative fédérale de développement économique dans le nord de l'Ontario, Développement économique Canada pour les régions du Québec, Agence de promotion économique du Canada atlantique, Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, Agence canadienne de développement économique du Nord.
Partenaires non fédéraux et non gouvernementaux	Sans objet
Date de mise en œuvre de l'initiative horizontale	1 ^{er} avril 2013
Date d'achèvement de l'initiative horizontale	31 mars 2018
Montant total des fonds fédéraux alloués (date de mise en œuvre à la date d'achèvement)	1 124,04 millions de dollars
Fonds provenant de partenaires non fédéraux et non gouvernementaux	Sans objet
Description de l'initiative horizontale	<p>La <i>Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018</i> (<i>Feuille de route 2013-2018</i>), dotée d'un budget de 1 124,04 millions de dollars sur cinq ans, s'inscrit dans la continuité des efforts déployés dans le cadre de la <i>Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour le futur</i> et demeure fidèle aux engagements issus de la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i>.</p> <p>La <i>Feuille de route 2013-2018</i> est un énoncé de politiques du gouvernement du Canada. Elle comprend 28 initiatives, destinées au renforcement et à la promotion de la dualité linguistique, qui sont mises en œuvre par 14 institutions fédérales. Les initiatives sont regroupées sous trois grands piliers : l'éducation, l'immigration et l'appui aux communautés. Dans le cadre de la <i>Feuille de route 2013-2018</i>, le gouvernement du Canada s'est particulièrement engagé à ce que ces initiatives soient axées sur l'atteinte de résultats tangibles pour les Canadiens et à assurer une mise en œuvre axée sur une utilisation optimale des fonds publics et une efficacité d'exécution accrue des programmes.</p> <p>Site Web: http://www.pch.gc.ca/fra/1358263602229/1358263791285</p>
Résultats partagés	<p>La <i>Feuille de route 2013-2018</i> est structurée en fonction d'un modèle d'architecture d'alignement de programmes (AAP) qui lui est propre. Le résultat stratégique de la <i>Feuille de route 2013-2018</i> se présente comme suit : « les Canadiens vivent et s'épanouissent dans les deux langues officielles et reconnaissent l'importance du français et de l'anglais pour l'identité nationale, le développement et la prospérité du Canada ».</p> <p>Le résultat stratégique de la <i>Feuille de route 2013-2018</i> s'harmonise avec les engagements fédéraux de la partie VII de la <i>Loi sur les langues officielles</i> et est présenté sous 3 piliers qui visent l'atteinte des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En éducation : Les Canadiens bénéficient d'occasions d'éducation et de formation dans la première langue officielle et d'apprentissage de l'autre langue officielle du pays et d'accès à des outils technologiques, et tirent profit des nombreux avantages sociaux, économiques, culturels et identitaires qui en résultent.

	<ul style="list-style-type: none"> • En immigration : Les compétences linguistiques des nouveaux arrivants dans l'une ou l'autre des deux langues officielles sont renforcées et leur permettent de contribuer davantage aux besoins du Canada en matière de développement économique, social et culturel. Le nombre d'immigrants francophones s'installant dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) est également accru. • Dans les communautés : La vitalité des deux langues officielles et des CLOSM qui les incarnent est accrue, leur permettant une pleine contribution à la société canadienne, à l'histoire, à l'identité nationale, au développement et à la prospérité du Canada. <p>L'architecture de la <i>Feuille de route 2013-2018</i> est structurée de manière à ce que les résultats de chacune des 28 initiatives de la <i>Feuille de route 2013-2018</i> contribuent à l'atteinte des objectifs des trois piliers et, collectivement, à l'atteinte du résultat stratégique.</p>
<p>Structures de gouvernance</p>	<p>La ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles est responsable de la coordination de la mise en œuvre de la <i>Feuille de route 2013-2018</i>. La DGLO de Patrimoine canadien appuie la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles dans cette mise en œuvre et est responsable de la coordination de la reddition de comptes de la Feuille de route. La DGLO collecte notamment l'information financière et non financière des partenaires afin de faire état de la planification et du rendement des initiatives de la Feuille de route.</p> <p>La DGLO appuie la gouvernance d'ensemble des langues officielles grâce aux comités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Comité des sous-ministres adjoints sur les langues officielles (CSMALO) se rencontre une fois par année en session plénière au cours de l'automne, pour approuver la planification et les orientations stratégiques en matière de langues officielles. • Le Comité exécutif du Comité des sous-ministres adjoints sur les langues officielles (CSMALO-EX) se réunit de manière trimestrielle afin de discuter et d'appuyer les activités stratégiques en matière de langues officielles, incluant la mise en œuvre de la <i>Feuille de route 2013-2018</i>. • Le comité interministériel de directeurs généraux (Forum des DG) des partenaires de la <i>Feuille de route 2013-2018</i> et des ministères chargés de la coordination des langues officielles se réunit régulièrement pour discuter, entre autres, de questions de politiques stratégiques et de stratégies pangouvernementales spécifiques à la <i>Feuille de route 2013-2018</i>. <p>Outre ces comités, d'autres acteurs et instances de l'appareil fédéral détiennent des rôles et responsabilités clés dans la gouvernance et la coordination en matière de langues officielles.</p>
<p>Faits saillants de la planification</p>	<p>L'année 2015-2016 représente la troisième année de la mise en œuvre de la <i>Feuille de route 2013-2018</i>. De nombreuses initiatives ont déjà été entamées dans les secteurs d'actions prioritaires en matière de langues officielles comme l'éducation, l'immigration, la santé, la jeunesse, les arts et la culture, la justice ou encore le développement économique.</p> <p>Plusieurs de ces initiatives visent, en autres, à octroyer des subventions et contributions à des bénéficiaires, à élaborer des stratégies d'information pour les citoyens canadiens et les nouveaux arrivants, à accroître l'offre de services bilingues dans différents domaines prioritaires pour les Canadiens ou encore à mettre en œuvre des ententes entre le gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux ou territoriaux.</p> <p>Les différents comités qui veillent à la bonne gouvernance de cette initiative horizontale s'assureront de mettre en place différentes stratégies afin de suivre, de mesurer, d'atteindre et d'évaluer les résultats au cours de l'année 2015-2016.</p>

Résultats à atteindre par les partenaires non fédéraux et non gouvernementaux		Sans objet				
Coordonnées de la personne-ressource		Jean-Pierre C. Gauthier Directeur général Direction générale des langues officielles 15 Eddy, Gatineau (819) 994-0943 Jean-PierreC.Gauthier@pch.gc.ca				
Renseignements sur la planification						
Organisations fédérales	Lien à l'architecture d'alignement des programmes	Programmes et activités contribuant à l'initiative horizontale	Affectations totales (date de mise en œuvre à date d'achèvement)	Dépenses prévues en 2015-2016	Résultats attendus en 2015-2016	Cibles pour 2015-2016
Pilier 1 : Éducation						
Patrimoine canadien	Langues officielles	Appui à l'éducation dans la langue de la minorité	265 024 045 \$	53 004 809 \$	Offre de programmes et d'activités des gouvernements provinciaux et territoriaux visant l'éducation dans la langue des CLOSM, à tous les niveaux d'enseignement.	95 % ou plus des membres des CLOSM vivent dans un rayon de 25 km d'une école primaire ou secondaire de langue minoritaire.
		Appui à l'apprentissage de la langue seconde	175 024 045 \$	35 004 809 \$	Offre de programmes et d'activités des provinces et territoires visant l'apprentissage du français et de l'anglais, secondes langues officielles, à tous les niveaux d'enseignement.	15 % ou plus des Canadiens ont une connaissance pratique de la seconde langue officielle.
		Bourses d'été de langue	36 604 830 \$	7 320 966 \$	Offre de bourses d'été de langue.	7 200 bourses (Destination Clic et Explore).
		Moniteurs de langues officielles	18 604 830 \$	3 720 966 \$	Offre de postes de moniteurs de langues officielles.	300 postes de moniteurs (Odyssee).
	Appartenance au Canada	Échanges Canada	11 250 000 \$	2 250 000 \$	Le Programme Échanges Canada continuera à octroyer du financement à des organismes œuvrant au service des jeunes. Plusieurs de ces organismes permettent aux jeunes Canadiens de pratiquer et d'améliorer leur langue seconde. Une partie des ressources du programme sera allouée aux organismes qui fournissent des échanges et des forums bilingues, comme la Société éducative de visites et d'échanges du Canada (SEVEC).	Financement à des organismes œuvrant auprès des services des jeunes.
Santé Canada	Un système de santé qui répond aux besoins des Canadiens Développement des CLOSM	Formation, réseaux et accès aux services en santé (Volet éducation)	106 500 000 \$	21 733 333 \$	Accès accru à des professionnels de la santé et à des membres du personnel d'accueil bilingues dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.	800 diplômés supplémentaires dans des programmes de la santé francophones collégiaux et universitaires hors-Québec et 1 500 membres du personnel de la santé auront complété une formation linguistique afin de mieux servir les communautés anglophones du Québec.

Justice Canada	Gestion responsable du cadre juridique canadien	Réseaux, formation et accès aux services de justice (Volet éducation)	18 936 200 \$	3 770 819 \$	Les Canadiens ont accès à un système de justice pénale dans la langue officielle de leur choix.	Les intervenants du système de justice (procureurs, greffiers, juges, etc.) ont accès à une formation linguistique spécialisée afin de faciliter l'accès à la justice aux justiciables dans la langue officielle de leur choix dans toutes les provinces et territoires.
	Services internes	Réseaux, formation et accès aux services de justice (Volet éducation)	63 800 \$	11 781 \$ exclut les frais de locaux de TPSGC	S.O.	S.O.
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	Programme de normalisation terminologique	Portail linguistique du Canada	16 000 000 \$	3 200 000 \$	Actualiser, enrichir et promouvoir le Portail linguistique du Canada de la façon suivante.	<p>Développement de nouveaux contenus (jeux, articles, manchettes) pour aider la population canadienne à mieux communiquer dans les deux langues officielles.</p> <p>Publier des articles venant de collaborateurs canadiens, notamment des CLOSM.</p> <p>Ajouter des hyperliens vers des ressources linguistiques canadiennes.</p> <p>Réaliser des activités promotionnelles, notamment au moyen des ambassadeurs du Portail et de médias sociaux (Twitter, Facebook, blogue).</p>
Conseil national de recherches Canada (CNRC)	<p>Développement et progrès technologiques</p> <p>Technologies de l'information et des communications</p>	Renforcement de l'industrie et des technologies langagières	10 000 000 \$	2 000 000 \$	<p>Commercialisation du logiciel de traduction PORTAGE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une version considérablement améliorée de l'outil de traduction automatique PORTAGE sera lancée. Il s'agira de PORTAGE II-3.0. Le logiciel sera offert sous licence à au moins trois des clients commerciaux actuels du CNRC (CLS Lexi-tech, Traductions Serge Bélaire et Silex Créations) par l'entremise du revendeur Terminotix Inc. - Le Portage fédéral de la traduction (Portage on Civil Servant's Desks [POCSD]), un projet conjoint du CNRC, du Bureau de la traduction et de Services partagés Canada sera lancé. Ce projet vise à développer et à mettre à la disposition de tous les fonctionnaires fédéraux une version personnalisée du logiciel PORTAGE pour la 	<ul style="list-style-type: none"> - Une version améliorée sera lancée. - Le projet POCSD est lancé et la première phase est initiée.

					<p>traduction de l'anglais vers le français et du français vers l'anglais. La première phase du projet est lancée. Elle portera sur une étude pilote au cours de laquelle l'outil de traduction automatisée PORTAGE sera mis à la disposition d'un petit nombre de fonctionnaires (entre 100 et 200) chargés de réaliser des tests initiaux.</p> <p>- Le CNRC développera des capacités de traduction automatisée du russe vers l'anglais.</p> <p>Amélioration de la sécurité au Canada grâce à la technologie du langage naturel :</p> <p>- Participer au projet Contre les menaces à la sécurité (CMS) par la technologie du langage naturel, ayant pour objet de fournir aux utilisateurs finaux du secteur de la sécurité des outils perfectionnés de filtrage, de résumé et d'analyse de textes multilingues en vue d'évaluer la menace à la sécurité du Canada et la perception de cette menace par le public.</p> <p>Compréhension du contenu multilingue dans les dossiers médicaux de patients :</p> <p>- Maintenir la participation du CNRC au projet EURECA, de l'Union européenne.</p>	<p>- Les capacités de traduction automatisée du russe vers l'anglais est développée.</p> <p>- Participer au projet CMS.</p> <p>- Les autres améliorations seront apporter à l'outil logiciel du CNRC (y compris de nouvelles fonctions) et réaliser des essais sur le terrain de la classification des notes multilingues versées dans les dossiers médicaux des patients ainsi que de l'extraction de renseignements provenant de textes cliniques afin d'alimenter les bases de données.</p>
--	--	--	--	--	--	--

Pilier 2 : Immigration

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)	Établissement et intégration des nouveaux arrivants	Formation linguistique pour les immigrants économiques	120 000 000 \$	24 000 000 \$	CIC continuera de favoriser la formation linguistique, plus particulièrement celle des immigrants de la catégorie économique, afin de faciliter leur intégration sociale, culturelle, économique et civique au Canada.	La formation linguistique aux nouveaux immigrants est favorisée.
---	---	--	----------------	---------------	--	--

	Établissement et intégration des nouveaux arrivants	Immigration vers les CLOSM	29 398 470 \$*	6 000 000 \$	<p>Continuera d'effectuer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activités de promotion et de recrutement au Canada et à l'étranger. - Prestations de services d'établissement aux clients francophones; - Coordination et consultation des intervenants clés; - Projets d'élaboration de données stratégiques, de recherche et d'échange des connaissances concernant l'immigration vers les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) et les communautés québécoises d'expression anglaise (CQEA). - De plus, CIC investira un million de dollars afin d'appuyer l'intégration des immigrants francophones au Nouveau-Brunswick. Étant donné que CIC tente actuellement d'uniformiser davantage son approche au niveau national, les investissements continus auront pour but de mieux harmoniser l'approche pour favoriser l'immigration dans les CFSM de l'ensemble du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation de la fréquence et du nombre de lieux des activités de promotion et de recrutement actuelles, notamment la foire d'emploi Destination Canada. - Prestation de services d'établissement. - Coordination et consultation des intervenants clés. - Projets d'élaboration de données stratégiques et d'échange des connaissances exécutés. - L'intégration des immigrants francophones au Nouveau-Brunswick est appuyée.
--	---	----------------------------	----------------	--------------	--	---

Pilier 3 : Communautés

Patrimoine canadien	Langues officielles	Appui aux CLOSM	22 262 275 \$	4 452 455 \$	Offre d'activités et de services destinés aux CLOSM par des organismes communautaires.	85 % ou plus des membres des CLOSM vivent dans un rayon de 25 km d'un organisme de développement communautaire régional ou local.
		Coopération intergouvernementale	22 262 275 \$	4 452 455 \$	Offre de services par les gouvernements provinciaux et territoriaux dans la langue de la minorité, dans des domaines autres que l'éducation.	Maintenir 13 ententes fédérales-provinciales/territoriales en matière de services.
		Fonds d'action culturelle communautaire	10 000 000 \$	2 750 000 \$	Offre d'activités et de services visant à renforcer et faire rayonner l'action culturelle, artistique et patrimoniale des CLOSM.	30 projets ou plus sont appuyés.

	Industries culturelles	Vitrines musicales pour les artistes des CLOSM	5 750 000 \$	1 150 000 \$	Organiser et présenter des vitrines musicales donnant l'occasion aux artistes issus de CLOSM de se produire sur scène et aux communautés d'avoir accès à des prestations dans leur langue. Des vitrines musicales bénéficieront de promotion numérique lors d'événements et tournées ayant une composante numérique.	Quelques 400 vitrines musicales sont organisées et présentées et plus de 200 artistes issus de CLOSM ont eu l'occasion de se produire sur scène.
		Programme national de traduction pour l'édition du livre	4 000 000 \$	800 000 \$	Les éditeurs canadiens traduisent des livres d'auteurs canadiens d'une langue officielle à l'autre.	35 traductions d'une langue officielle à l'autre.
Conseil des Arts du Canada (CAC)	Subventions et services aux artistes et aux organismes artistiques, à l'appui de la création, de la production et de la diffusion d'œuvres d'art	Stratégie d'accès aux marchés pour les artistes des CLOSM	2 750 000 \$	500 000 \$	Accroissement du nombre d'activités d'engagement du public, de délégations et d'initiatives spéciales qui contribueront au renforcement des réseaux et des rapprochements avec la communauté. Occasions de tournées et de voyages à l'échelle nationale et internationale pour renforcer des marchés existants ou en développer des nouveaux. Accroissement et/ou amélioration des activités de perfectionnement professionnel offertes aux artistes des CLOSM qui contribueront au renforcement de la capacité de développement des marchés.	Nombre d'initiatives et d'activités initiées. Nombre d'opportunités pour les occasions de tournées et de voyages. Nombre d'opportunités pour l'amélioration du perfectionnement professionnel.
Santé Canada	Un système de santé qui répond aux besoins des Canadiens Développement des CLOSM	Formation, réseaux et accès aux services en santé (Volet appui aux communautés)	67 800 000 \$	15 336 667 \$	Offre accrue de services de santé pour les CLOSM au sein des établissements de santé et des communautés.	36 réseaux de santé actifs œuvreront à la réalisation de projets au sein des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire dans les domaines suivants : formation linguistique et adaptation culturelle; amélioration des connaissances sur la santé des communautés; promotion de la santé; et adaptation des services de santé pour les communautés francophones et anglophones.

Justice Canada	Gestion responsable du cadre juridique canadien	Fonds de mise en application de la <i>Loi sur les contraventions</i>	47 591 855 \$	9 823 455 \$	Les Canadiens pour les régions désignées qui ont reçues une contravention fédérale ont accès au système de justice dans la langue officielle de leur choix.	Les Canadiens ont accès au système de justice dans la langue officielle de leur choix.
	Services internes	Fonds de mise en application de la <i>Loi sur les contraventions</i>	2 019 775 \$	52 505 \$ exclut les frais de locaux de TPSGC	S.O.	S.O.
	Gestion responsable du cadre juridique canadien	Réseaux, formation et accès aux services de justice (Volet appui aux communautés)	20 433 000 \$	4 090 215 \$	Les Canadiens ont accès à de l'information juridique relative à leurs droits et responsabilités dans la langue officielle de leur choix par l'entremise d'un centre de proximité les renseignant au moyen d'une ligne d'appel, sur le web ou en personne.	Les CLOSM ont accès à de l'information juridique au moyen d'un centre de proximité dans toutes les provinces et territoires.
	Services internes	Réseaux, formation et accès aux services de justice (Volet appui aux communautés)	762 000 \$	81 730 \$ exclut les frais de locaux de TPSGC	S.O.	S.O.
Emploi et Développement Social Canada (EDSC)	Compétences et emploi	Fonds d'habilitation pour les CLOSM	69 000 000 \$	13 800 000 \$	Les CLOSM sont mieux informées, plus compétentes, disposent de plus de ressources et sont mieux servies. Les organismes bénéficiaires du Fonds d'habilitation appuient la combinaison des ressources et des efforts et permettent des approches participatives à l'échelle des communautés.	- 23 millions de dollars d'investissements générés additionnels pour appuyer le développement économique communautaire et des ressources humaines. - Les CLOSM utilisent cette capacité accrue pour renforcer leur communauté en agissant sur les enjeux de développement économique communautaire ainsi que sur le développement des ressources humaines.
		Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles dans les CLOSM	7 500 000 \$	1 500 000 \$	Le Bureau d'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) demeure engagé à aider les Canadiens à améliorer les niveaux d'alphabétisation et de compétences essentielles dont ils ont besoin afin de réussir au sein du marché du travail et de contribuer pleinement à l'économie canadienne forte et compétitive.	Quatre derniers projets d'alphabétisation et de compétences essentielles dans les CLOSM de la première année de l'initiative et un nouveau projet qui met l'emphase sur les besoins de main d'œuvre dans le secteur du transport aérien dans le Nord du Québec obtiendront les résultats prévus.
	Développement Social	Initiative de partenariat social dans les CLOSM	4 000 000 \$	260 000 \$	Engagements de partenaires, plan de mobilisation, consultation communautaire.	Nombre de partenaires, plan de mobilisation, consultation communautaire.

Industrie Canada	Développement économique communautaire	Initiative de développement économique (Opérations régionales)	1 600 000 \$	380 000 \$	Compréhension accrue des enjeux de développement économiques des CLOSM.	4 rencontres avec les comités de suivi francophone et anglophone tenues. 6 études financées ou/et entreprises en collaboration avec les CLOSM, les agences de développement régional et les autres ministères en vue d'approfondir la compréhension des enjeux reliés à des aspects spécifiques (tourisme, entrepreneuriat, développement des coopératives, etc.).
Initiative fédérale de développement économique dans le nord de l'Ontario (FedNor)	Développement économique communautaire	Initiative de développement économique	4 450 000 \$	1 065 000 \$	Capacités, nouvelle expertise et partenariats développés.	10 projets financés. Un ratio de levier financier de 1 :1 (\$1.00 d'investissement sera stimulé par d'autres sources pour chaque dollar déboursé en contributions dans le cadre de l'IDE)
Développement économique Canada (DEC) pour les régions du Québec	Programme de développement économique du Québec Soutien ponctuel ou ciblé	Initiative de développement économique	10 200 000 \$	2 360 000 \$	Montant des investissements générés dans les collectivités. Nombre de collectivités appuyées qui bénéficient d'un soutien ponctuel ou ciblé.	5,3 millions de dollars 10 collectivités
Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)	Développement des entreprises	Initiative de développement économique	6 200 000 \$	1 340 000 \$	Nombre de projets Nombre de partenariats Pourcentage de levier	12 projets. 16 partenariats. Effet de levier de 40% (APECA 60%, partenaires 40%).
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario)	Développement économique communautaire	Initiative de développement économique	4 450 000 \$	1 074 050 \$	Les CLOSM ont accès à des débouchés économiques en vue de contribuer au renforcement des collectivités : - Nombre d'entreprises et d'organisations financées dans le cadre de l'Initiative de développement économique. - Nombre de partenariats établis en conséquence du financement de l'Initiative de développement économique. - Fonds obtenus par effet de levier par rapport aux contributions de FedDev Ontario.	- 230 entreprises et organisations financées. - 9 partenariats établis. - 740 000 \$ obtenus par effet de levier.
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO)	Développement des entreprises et innovation Croissance économique des collectivités	Initiative de développement économique	3 200 000 \$	740 000 \$	Nombre de nouveaux projets Nombre de nouveaux partenariats Effet de levier en pourcentage	2 nouveaux projets. 4 nouveaux partenariats. Effet de levier en pourcentage : 30 % (Note : 1) Seulement la partie 1 doit

						être remplie pour cette période; 2) Le pourcentage de l'effet de levier constitue le total des fonds du projet fourni par le promoteur de projet et ses partenaires. La part de DEO est le solde restant de 70%).
Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor)	Développement économique Développement communautaire	Initiative de développement économique	400 000 \$	80 000 \$	Sur la base de discussion préliminaire, un projet pan-territorial visant le recrutement et la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée et bilingue est attendu par CanNor.	Un projet pan-territorial est attendu.
Montant total pour l'ensemble des organisations fédérales			1 124 037 400 \$	228 106 015 \$	Sans objet	

* Dans le cadre de la *Feuille de route 2013-2018*, le gouvernement du Canada, par l'entremise de CIC, investira 29,4 millions de dollars pour l'initiative "Immigration vers les CLOSM". Il y a un léger écart de 100 000 \$ entre ce montant et le montant du financement de CIC annoncé dans le document public de la *Feuille de route 2013-2018* en mars 2013. Cette modification a été apportée à la suite de la révision budgétaire effectuée récemment et n'aura aucune incidence sur la capacité de CIC d'offrir ses services aux CLOSM, conformément à la *Feuille de route 2013-2018*. Le même appui sera offert et les mêmes résultats seront atteints.